



Au sud d'Athènes, le stade du complexe de Faliro, où se déroulait la compétition de beach-volley en 2004, est laissé à l'abandon. YORGOS KARAHALIS/REUTERS



Situé à l'extérieur de la piscine olympique, le bassin d'entraînement, ici en février 2017, a été construit pour les JO de Rio, en 2016. PILAR OLIVARES/REUTERS

Athènes, l'impossible calcul du coût des Jeux de 2004

ATHÈNES - *intérim*

Détournement d'argent, gonflement des prix des stades, pléthore de personnel, l'organisation des Jeux olympiques en 2004 est souvent considérée comme l'événement qui a précipité la Grèce dans la crise économique. « L'organisation des Jeux olympiques à Athènes en 2004 était un rêve, un clin d'œil à l'histoire grecque. Le but était plus symbolique que commercial », justifie aujourd'hui Tassos Papachristos, porte-parole du Comité olympique grec. En novembre 2004, le gouvernement socialiste de Costas Simitis annonçait ainsi que le coût de l'organisation des Jeux olympiques s'était finalement élevé à 8,95 milliards d'euros, sans compter « les dépenses liées aux grands travaux prévus pour les Jeux olympiques [autoroute, tram, train de banlieue...] ». Jus- qu'en 2003, l'Etat grec prévoyait pourtant de ne dépenser que 4,5 milliards d'euros. Le coût de l'organisation des Jeux de 2004 pour l'économie grecque reste un sujet tabou, à tel point que le ministère des sports

ne se risque pas à donner un chiffre exact. Le Pasok, le Parti socialiste grec, estime que le montant total lié à l'organisation a atteint les 6 milliards d'euros, les conservateurs de Nouvelle Démocratie l'évaluent à 10 milliards d'euros, et l'agence Standard & Poor's à 9,6 milliards d'euros, soit 6 % du PIB grec à l'époque. « Mauvaise gestion » Cinquante-sept grands travaux, dont la construction de vingt-quatre infrastructures olympiques, et trois gros chantiers pour améliorer la circulation dans la capitale ont été entrepris : la création d'une ligne de tram, d'un train de banlieue et de deux lignes de métro. « Le visage d'Athènes a changé après les Jeux olympiques. La capitale grecque s'est dotée de nouveaux transports en commun, d'un nouvel aéroport, de stades modernes... Mais le problème est que nous voulions faire en cinq ans ce que nous n'avions pas fait pendant tant d'années, concède Tassos Papachristos. Les travaux avaient pris beaucoup de retard et le gouvernement voulait finir à temps la construction des stades sans

avoir planifié le jour d'après. De nombreuses infrastructures ont ainsi été abandonnées et ne sont plus utilisées. » L'exemple le plus symbolique est le complexe d'Elliniko, situé dans la banlieue d'Athènes. Le stade avait accueilli les épreuves d'escrime, de handball et de hockey. Après plusieurs années de déliquescence, il a été aménagé pour recevoir des centaines de réfugiés arrivés en Grèce en 2015. Evacué au mois de juin, le site fait désormais partie des projets de privatisations qui doivent permettre à l'Etat grec de renflouer ses caisses. En 2011, la presse grecque révèle que le coût de construction du grand complexe sportif OAKA, comprenant le stade d'athlétisme et la piscine olympique, chiffré à l'origine à 3,1 millions d'euros, atteint en réalité 399 millions d'euros ! « Il y a eu une mauvaise gestion de l'argent, du gaspillage, souligne Tassos Papachristos. Mais il est un peu réducteur de lier l'organisation des Jeux de 2004 à la crise économique que nous vivons en Grèce. Les racines de la crise grecque sont bien plus profondes... » ■

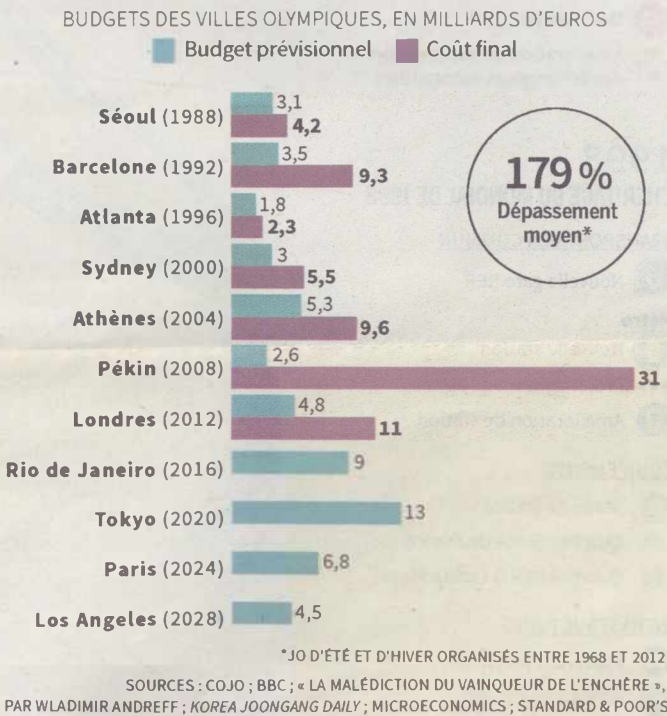
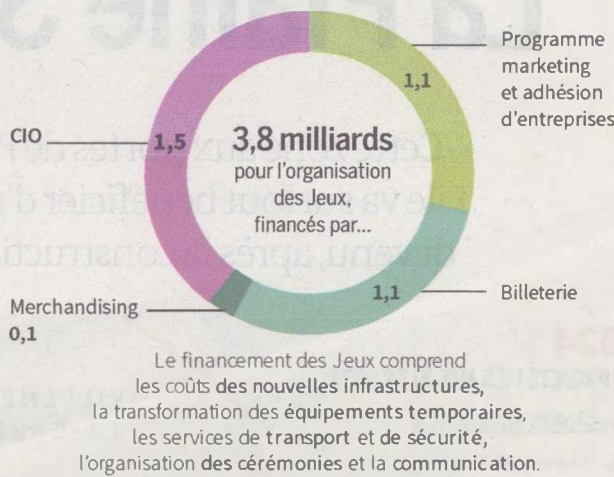
MARINA RAFEMBERG

Depuis 2016, Rio ne répond plus

SAO PAULO - *correspondante*

Enjoué, sûr de lui et de son legs, le maire de Rio de Janeiro, Eduardo Paes, avait prévu d'inscrire sur son CV, une fois son mandat achevé après la clôture des Jeux olympiques de l'été 2016, le titre de professeur au sein de la prestigieuse université américaine de Columbia. Le thème des cours : gestion publique. Las, quelques semaines avant de s'envoler pour New York, l'ancien édile a renoncé, préférant, dit-il, garder « sa liberté ». Mais les mauvaises langues affirment qu'il manquait surtout de légitimité en la matière. Et pour cause, Rio est ruinée. Un an après les festivités, les Jeux sont devenus le symbole de la grandeur et de la décadence du Brésil et de sa vitrine, Rio. Eduardo Paes, l'« homme le plus heureux du monde », vient d'être inculpé, jeudi 10 août, par le ministère public de l'Etat de Rio pour des irrégularités dans la construction du terrain de golf des JO. La ville est en proie à une violence extrême, les affaires de pots-de-vin s'accroissent, l'argent public manque et les infrastructures héritées de la

Pour Paris, un budget de 6,8 milliards d'euros



des favelas alentour, est fermé. Motif : restrictions budgétaires. « Les JO auraient pu être une bonne occasion pour Rio, mais aucune des promesses n'a été tenue », se désole Renata Neder, chercheuse à Amnesty International. Au-delà du regain de violence, l'organisation de défense des droits de l'homme déplore les expropriations « inutiles » liées aux chantiers olympiques touchant les populations humbles, qui, selon elle, ne visaient qu'à satisfaire la spéculation immobilière. Accablé, décrit comme l'un des principaux responsables de ce qui apparaît comme un grand gâchis, Eduardo Paes tente de se défendre dans une tribune publiée dans les colonnes du quotidien *O Globo*, jeudi 3 août, expliquant que la crise a débuté avant les JO et non à cause des JO. Et rappelle à ceux qui veulent l'entendre que les Jeux de Rio ont été « les moins chers de l'histoire », que « personne n'est mort du virus Zika », qu'« aucun athlète ou touriste ne s'est fait assassiner » et que « personne n'est décédé contaminé par une bactérie » contractée sur l'une des plages (polluées) de la ville. ■

CLAIRE GATINOIS

La Plaine Saint-Denis poursuit sa mue

Cette zone aux portes de Paris doit notamment accueillir le village olympique et un centre aquatique. Elle va surtout bénéficier d'aménagements qui devraient encore stimuler cet ancien faubourg industriel devenu, après la construction du Stade de France, le troisième quartier d'affaires de la région parisienne

2024

LES PROJETS LIÉS AUX JO DE 2024

TRANSPORTS EN COMMUN

- Nouveau pôle multimodal
- Grand Paris Express (lignes et gares)
- Rénovation et/ou prolongement des tramways T1 et T8

ÉQUIPEMENTS

- Piscine olympique
- Nouveau quartier sur l'emplacement du village olympique

INFRASTRUCTURES

- Enfouissement des lignes à haute tension
- Murs antibruit
- Aménagement des berges de Seine et du canal
- Nouveau pont
- Amélioration ou suppression des échangeurs autoroutiers

1998

L'HÉRITAGE DU MONDIAL DE 1998

TRANSPORTS EN COMMUN

- Nouvelle gare RER

Métro

- Nouvelle station
- Prolongement de ligne
- Amélioration de station

ÉQUIPEMENTS

- Stade de France
- Quartier Stade de France
- Quartier RER D Landy-Pleyel

INFRASTRUCTURES

- Passerelle piétonne
- Pont tournant voitures
- Recouvrement de l'A1

La reconversion d'un territoire fracturé

À L'ORIGINE, UNE PLAINE AGRICOLE

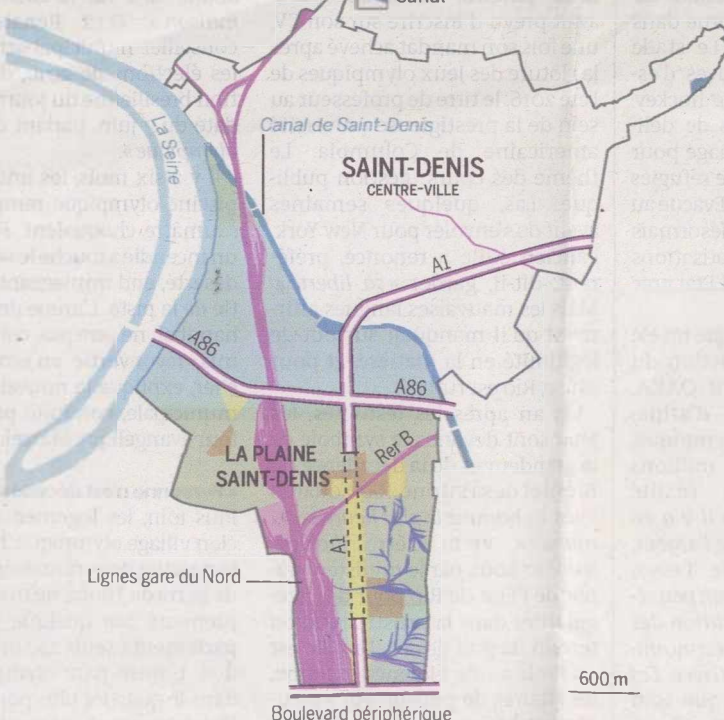
- 1999** Bond de l'immobilier de bureau
- 1998** Coupe du monde de football
- 1993** Choix de la Plaine Saint-Denis pour accueillir le Stade de France
- 1985** Création du syndicat La Plaine Renaissance pour redynamiser le territoire (200 hectares de friches industrielles)
- 1973** Le boulevard périphérique coupe Saint-Denis de Paris
- 1950-1970** Premiers départs des grandes entreprises (Hotchkiss, Ruggieri, Pleyel, Pechiney-Ugine-Kuhlmann...)
- 1800-1900** Premier ensemble industriel du pays (chimie, métallurgie, énergie)
- 1821** Ouverture du canal Saint-Denis
- Avant le XIX^e siècle** Terre agricole et terre de chasse pour le roi

UN QUARTIER INDUSTRIEL...

- Emprise foncière de grandes entreprises
- Zone d'habitat
- Zone mixte d'habitat et d'industrie

...ENTRECoupÉ D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

- Autoroutes
- Voies ferrées et emprise ferroviaire
- Chemin de fer industriel
- Canal

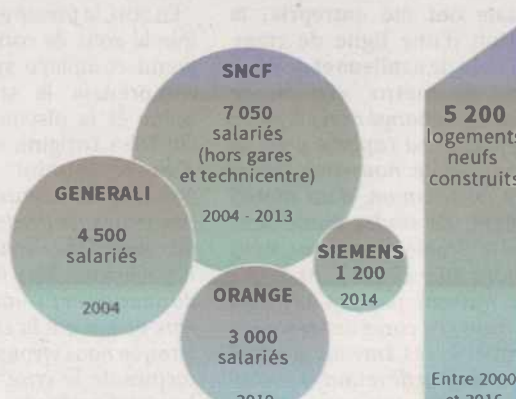


LE BOOM TOURISTIQUE POST-COUPÉ DU MONDE

FRÉQUENTATION TOURISTIQUE DE SAINT-DENIS EN NOMBRE DE VISITEURS



L'ESSOR DES GRANDES ENTREPRISES ET DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS



Si les élus travaillent depuis le milieu des années 1980 sur la reconversion de la Plaine, ce n'est qu'après la Coupe du monde 1998 que les promoteurs s'intéressent au territoire. A la suite de nombreuses constructions de bureaux, la Plaine attire de plus en plus de grands groupes et se classe troisième quartier d'affaires de la région parisienne. Bien desservi par les transports en commun, idéalement situé entre Paris et l'aéroport Charles-de-Gaulle, et avec des prix inférieurs à la moyenne, le territoire a su mettre en avant ses atouts.

INFOGRAPHIE
MATHILDE COSTIL
ET SYLVIE GITTUS-POURRIAS

SOURCES
PLAINE COMMUNE ; VILLE DE SAINT-DENIS ;
DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS ;
DOSSIERS DE CANDIDATURE PARIS 2024 : STIF ;
LE MONDE ; LE PARISIEN ; INSEE ;
OFFICE DE TOURISME DE SAINT-DENIS